

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
Cellule Environnement SUD

2 rue Jean Richepin - BP 60079 - 66050 Perpignan Cedex

Perpignan, le 14/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GO NEMO RIVESALTES

24-26 rue de la Pépinière
75008 Paris

Références : 2024 – 043 – PR/EX
Code AIOT : 0018300038

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2024 dans l'établissement GO NEMO RIVESALTES implanté Espace Méditerranée Rue Lucien Vidie 66600 Rivesaltes. L'inspection a été annoncée le 30/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre des suites données à l'arrêté préfectoral n°2023146-0001 du 26 mai 2023, mettant en demeure la société Go Nemo Rivesaltes de respecter les prescriptions applicables à ses installations situées Espace Méditerranée de la commune de Rivesaltes. L'arrêté prescrit la mise en conformité de 19 points non-conformes sous un délai de 2 mois et un point sous un délai de 6 mois .

L'inspection a pour objet de vérifier les réponses apportées par l'exploitant pour mettre en conformité l'entrepôt et corriger les différents écarts qui ont conduit à cette mise en demeure.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GO NEMO RIVESALTES
- Espace Méditerranée Rue Lucien Vidie 66600 Rivesaltes
- Code AIOT : 0018300038
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Historique Industriel

Initialement la société GEMFI a été autorisée à exploiter un entrepôt situé à la ZAC Espace Entreprises Méditerranée 2 à Rivesaltes par arrêté du 14/01/2004. Le projet consistait à la création de quatre bâtiments destinés à une activité de logistique pour une surface totale d'entrepôt d'environ 100.000 m². Un seul des 4 bâtiments a finalement été construit et livré le 11/07/2007, pour une surface de 28.000 m².

Pour tenir compte de la modification du projet initial, la société GEMFI a déposé en septembre 2011 un dossier de mise à jour de son dossier de demande d'autorisation qui a donné lieu à l'arrêté complémentaire du 16/12/11. Cet arrêté a redéfini les prescriptions applicables en annulant celles de l'arrêté d'autorisation du 14/04/04 ; l'APC du 16/12/11 constitue l'acte de référence pour cet établissement.

L'entrepôt construit correspond au bâtiment A de la demande d'autorisation d'exploiter. Il a une surface de 28706 m² et une hauteur maximale sous bac de toiture de 11 m, le volume est donc d'environ 316000 m³.

Cet entrepôt est découpé en 5 cellules indépendantes d'environ 6000 m² chacune - (Cellule 1 : 5 634,60 m², Cellule 2 : 5 614,50 m², Cellule 3 : 5 684,50 m², Cellule 4 : 5 614,40 m², Cellule 5 : 5 853,40 m²).

L'entrepôt possède 2 chaudières de 1 MW chacune et chaque cellule dispose d'un local de charge de 60 kW chacun.

Le local incendie est situé en façade nord-est. La défense incendie est assurée par un système d'extinction par sprinkler utilisant des têtes de type ESFR (Early Suppression Fast Reponse) alimenté par 2 groupes motopompes diesel de 442 m³ /h (+ 1 pompe jockey électrique de 5 m³/h) connecté à 2 réserves aériennes de 474 m³ munis de raccords pompiers normalisés et d'un indicateur de niveau. Le site dispose d'une 3ème réserve aérienne d'eau de 474 m³.

Un bassin de rétention présent sur site permet de retenir les eaux pluviales (pluie occurrence décennale), avant traitement par un séparateur d'hydrocarbures. Ce bassin a également été dimensionné pour recueillir les eaux d'extinction incendie.

Cet entrepôt est destiné à être loué à des exploitants logisticiens pour accueillir une activité d'entreposage et de logistique de marchandises diverses. A ce jour, les 5 cellules accueillent 6 sociétés, à savoir: C1 Solipack (panneaux photovoltaïques, solaires, PV etc); C2 Chronopost (messagerie), C3 Tempo One (logistique cvc chauffage ventilation); C4 Fimar (produit de bureau de tabac); C5 Catana (stockage d'accastillage) et Laffage (vin).

Historique administratif

- AP 14/01/04 : autorisation initiale
- APC 16/12/11 : mettant à jour les prescriptions et annulant les prescriptions de l'AP du 14/01/04
- récépissé de changement d'exploitant du 05/02/14 : GEMFI → AFD RIVESALTES
- récépissé de changement d'exploitant du 02/10/2018 d'une ICPE : AFD RIVESALTES → Go Nemo (courrier du 28/09/2018 de déclaration de changement d'exploitant)

Rubriques :

- 1510-2a « entrepôt » autorisé (316 000 m³) ;
- 1530-1 « dépôt de papiers, cartons ou analogues » autorisé avec régime en vigueur en enregistrement (68 310 m³) ;
- 1532-1 « dépôt de bois ou analogues » autorisé (68 310 m³) ;
- 2663-1a « Stockage de pneumatiques alvéolaires ou expansés » autorisé avec régime en vigueur en enregistrement (68 310 m³) ;
- 2663-2a « Stockage de pneumatiques » en enregistrement (68 310 m³) ;
- 2925-1 « Charge d'accumulateurs dégageant de l'hydrogène » en déclaration (300 kW) ;
- 2910-A2 « combustion » (par antériorité).

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Concernant le résultat de la visite, 7 faits « avec suites » ont été relevés et sont récapitulés dans le tableau des points de contrôle. Il s'agit de demandes de compléments aux mesures mises en place par l'exploitant en réponse à la mise en demeure.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Situation administrative au titre des ICPE	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Le R.511-9 et son annexe, rubrique 1510	Demande de justificatif à l'exploitant	28 jours
3	Audit réglementaire	Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 9.4.2	Demande de justificatif à l'exploitant	28 jours
10	Eclairage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 16	Demande de justificatif à l'exploitant	28 jours
11	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12	Demande de justificatif à l'exploitant	8 mois
14	Plan de défense incendie (installations 1510 A en 2020)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23	Demande de justificatif à l'exploitant	28 jours
17	Point de contrôle supplémentaire: étanchéité	Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 4.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	28 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
19	Point de contrôle supplémentaire: accès	Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 7.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	28 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Documents administratifs	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2	Levée de mise en demeure
4	Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.	Levée de mise en demeure
5	Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1	Levée de mise en demeure
6	Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2	Levée de mise en demeure
7	Matières dangereuses et chimiquement incompatibles	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 8	Levée de mise en demeure
8	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9	Levée de mise en demeure
9	Interdictions de stockage de certains liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9	Levée de mise en demeure
12	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13	Levée de mise en demeure
13	Moyens de lutte contre l'incendie - dimensionnement moyens en eau	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13	Levée de mise en demeure
15	EDD intègre les produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2.1	Levée de mise en demeure
16	Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII	Levée de mise en demeure
18	Point de contrôle supplémentaire: rétention	Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 7.4.5	Levée de mise en demeure
20	Point de contrôle supplémentaire: déchets	Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 5.1.2	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

De manière générale, l'inspection a observé que l'exploitation a évolué, tant sur le plan administratif que technique. Sur les 20 points nécessitant une mise en conformité, l'inspection propose de lever la mise en demeure de 13 des points. Pour les 7 points restant, l'inspection a constaté que les mesures correctives mises en œuvre par l'exploitant, apparaissent insuffisantes et nécessitent des justificatifs complémentaires.

Si certaines non-conformités sont partiellement levées, les actions correctives engagées par l'exploitant justifient la suspension des sanctions prévues par le Code de l'Environnement. L'inspection propose à la préfecture de ne pas faire immédiatement application des dispositions de l'article L.171-8 du CE et d'adresser une lettre de suite préfectorale demandant à l'exploitant, sous un délai de 28 jours (excepté la mise en conformité de la SSI nécessitant la réalisation d'une étude et son financement ou le délai proposé est de 6 mois), de présenter les mesures complémentaires, en retournant à l'inspection les fiches de constats dûment complétées pour la partie concernée, accompagnées des justificatifs permettant de lever ces écarts.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Documents administratifs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2
Thème(s) : Actions nationales 2023, Eléments utiles pour la situation administrative de l'établissement
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ;- ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;- l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ;- la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ;- les différents documents prévus par le présent arrêté. <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique.</p> <p>Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>Lors du contrôle initial du 13/04/2023, l'inspection avait constaté que la société Go Nemo ne disposait pas de tous les documents techniques initiaux, tels que les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenue pour les dispositifs de détection (exigence imposée au point 12 de l'arrêté) ou de dimensionnement des moyens de lutte incendie (exigence imposée au point 13 de l'arrêté).</p> <p>En conséquence, l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 26/05/2023 mettant en demeure la société Go Nemo Rivesaltes de respecter les prescriptions applicables à ses installations prescrit:</p> <p><i>La société Go Nemo Rivesaltes doit, sous un délai de 2 mois, justifier qu'elle dispose des éléments utiles pour la situation administrative et technique de l'établissement, en particulier les documents démontrant la pertinence du dimensionnement des moyens de lutte incendie.</i></p> <p>Le mémoire du 30/06/2023 établi en réponse à la mise en demeure, indique que:</p> <ul style="list-style-type: none">- le dossier initial d'autorisation a été récupéré à la DREAL et est désormais accessible sur le site;- le calcul de la D9/D9A a été mis à jour afin de vérifier l'adéquation des besoins en eau avec les moyens de lutte contre l'incendie en place;- les études de flux thermiques via FLUMILOG ont été réalisées; <p>et transmet en annexes, le calcul D9/D9A, l'études FLUMILOG établi par le bureau Costrategic, la note de dimensionnement du bassin, le plan de désenfumage et le plan des réseaux.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a vérifié la présence du dossier ICPE sur site. Les mesures de débit des poteaux incendie (PI) ont été transmis lors du contrôle.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Situation administrative au titre des ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article Le R.511-9 et son annexe, rubrique 1510
Thème(s) : Actions nationales 2023, 1. Appréciation des dangers
Prescription contrôlée : Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques
Constats : Lors du contrôle initial du 13/04/2023, l'inspection avait constaté : - l'absence de réponse de la société Go Nemo au courrier de la préfecture du 7/01/2022 relatif au bénéfice d'antériorité ; - l'absence d'information relative à l'identification des responsables du site, suite à la reprise de la société Go Nemo par la société britannique BGO (Green OAK). En conséquence, l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 26/05/2023 mettant en demeure la société Go Nemo Rivesaltes de respecter les prescriptions applicables à ses installations prescrit: <i>La société Go Nemo Rivesaltes doit, sous un délai de 2 mois :</i> - <i>répondre au courrier de la préfecture du 7/01/2022 exigeant de compléter la demande de bénéfice d'antériorité en s'appuyant sur le guide d'application de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 modifié.</i> - <i>s'assurer de l'identification des responsables du site auprès de l'administration, suite à la reprise de la société Go Nemo Rivesaltes par la société britannique BENTALLGREENOAK.</i> Le mémoire du 30/06/2023 établi en réponse à la mise en demeure, transmet: <ul style="list-style-type: none">le rapport de positionnement au regard du guide entrepôt établi par le bureau d'étude Co Stratégic en date du 15/05/2023. Le rapport conclut que le volume de l'IPD mis à jour est de 390 107 m³ pour un tonnage maximal de 70 761 tonnes. L'installation est donc classable en enregistrement sous la rubrique 1510 des ICPE. L'installation bénéficie de l'antériorité au regard de cette rubrique. Le site reste néanmoins classé sous les rubriques 2925-2 « ateliers de charge d'accumulateurs » en déclaration, 2910-A2 « combustion » en déclaration avec contrôles.la lettre de demande d'antériorité du 29 juin 2023. L'antériorité nécessite d'être actée par la préfecture. Enfin, l'exploitant a indiqué que la SCI Go Nemo avait changé d'adresse du siège et que le mandataire en charge du site était désormais M. BALLESTRA.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La société Go Nemo doit compléter les mesures correctives en assurant le suivi de l'identification des responsables du site auprès de l'administration, en transmettant à la préfecture les nouvelles coordonnées de la SCI Go Nemo et en indiquant le nom et qualité du gestionnaire du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de délais : 28 jours
Réponse de l'exploitant :

N° 3 : Audit réglementaire

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 9.4.2
Thème(s) : Situation administrative, vérification systématique et exhaustive
Prescription contrôlée : Une vérification systématique et exhaustive du respect point par point des prescriptions de l'arrêté d'autorisation est périodiquement effectuée, à intervalles n'excédant pas 3 ans. En cas de demande de l'inspection des installations classées cette vérification est effectuée par un organisme extérieur compétent et indépendant. Les résultats de ces vérifications doivent être archivés et tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées. Les modalités de l'audit défini dans cet article pourront être revues par l'inspecteur des installations classées en fonction des résultats observés, de l'expérience acquise et sur présentation d'un dossier motivé.
Constats : Lors du contrôle initial du 13/04/2023, l'inspection avait constaté l'absence d'audit de conformité réglementaire et l'absence d'audits antérieurs. L'exploitant avait néanmoins présenté un audit en cours de rédaction par l'organisme de contrôle « Costratégic ». Le document présentait des non-conformités et devait être complété d'un plan de mise en conformité. En conséquence, l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 26/05/2023 mettant en demeure la société Go Nemo Rivesaltes de respecter les prescriptions applicables à ses installations prescrit: <i>La société Go Nemo Rivesaltes doit, sous un délai de 2 mois, transmettre un audit de conformité réglementaire établi par un organisme extérieur compétent et indépendant. Cette vérification exhaustive du respect point par point des prescriptions de l'arrêté d'autorisation, doit être accompagnée d'un plan de mise en conformité.</i> Le mémoire du 30/06/2023 établi en réponse à la mise en demeure, indique qu'un audit de conformité a été réalisé par le cabinet « Costratégic » en avril 2023 et que les actions de suivi sont menées par Go Nemo, Costratégic et Scaprim. Toutefois, le mémoire en réponse ne transmet pas le document. L'inspection a consulté en séance le document et a vérifié par sondage la pertinence des constats.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La société Go Nemo doit compléter les mesures correctives en transmettant l'audit de conformité finalisé accompagné le cas échéant du plan de mise en conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de délais : 28 jours
Réponse de l'exploitant :

N° 4 : Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.
Thème(s) : Actions nationales 2023, 3. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.
Prescription contrôlée : I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.
Constats : Lors du contrôle initial du 13/04/2023, l'inspection avait constaté un état sommaire des matières stockées et l'absence d'inventaire physique annuel. En conséquence, l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 26/05/2023 mettant en demeure la société Go Nemo Rivesaltes de respecter les prescriptions applicables à ses installations prescrit: <i>La société Go Nemo Rivesaltes doit, sous un délai de 2 mois, justifier de la tenue à jour :</i> - <i>d'un état des matières stockées mis à jour a minima de manière hebdomadaire, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne ;</i> - <i>du référencement de l'état des matières stockées dans le plan d'opération interne ;</i> - <i>d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état des matières stockées, ;</i> - <i>d'un recalage périodique de l'état des matières stockées effectué par un inventaire physique annuel ;</i> - <i>des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent.</i> <i>La société Go Nemo Rivesaltes doit indiquer les conditions d'accès à l'ensemble de ces documents qui doivent être accessibles à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation.</i> Le mémoire du 30/06/2023 établi en réponse à la mise en demeure : - indique que la société Scaprim a mandaté la société Vigelia afin de réaliser un état des stocks hebdomadaire des locataires ainsi qu'une synthèse globale au niveau du site. L'état des stocks est lié à un plan de stockage ainsi qu'au FDS. Ce dernier est annexé au PDI du site qui est accessible au

<p>poste de garde par le SDIS en cas de sinistres ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - transmet le protocole de suivi des stocks, le plan de rayonnage et les plans de stockage des produits. <p>Ces documents ont été consultés par sondage en séance.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1
Thème(s) : Actions nationales 2023, 3. Connaître les quantités de matières dangereuses
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p> <p>Constats :</p> <p>Lors du contrôle initial du 13/04/2023, l'inspection avait constaté l'absence d'un état des stockages conforme, permettant de vérifier que l'état des matières stockées ne se limitent pas à la liste des articles, mais bien à des quantités par type de danger et par rubrique 4XXX) et discriminées par cellule.</p> <p>En conséquence, l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 26/05/2023 mettant en demeure la société Go Nemo Rivesaltes de respecter les prescriptions applicables à ses installations prescrit:</p> <p><i>La société Go Nemo Rivesaltes doit, sous un délai de 2 mois, s'assurer que :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>l'état des matières stockées permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</i> - <i>pour les matières dangereuses, figurent a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</i> - <i>pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, figurent a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie.</i> <p>Le mémoire du 30/06/2023 établi en réponse à la mise en demeure, transmet un état des stockages par cellules mettant notamment en évidence la présence de produits relevant des rubriques 4XXX en dessous des seuils de la déclaration.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 6 : Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2
Thème(s) : Actions nationales 2023, 3. Inventaire synthétique
<p>Prescription contrôlée : Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p>
<p>Constats : Lors du contrôle initial du 13/04/2023, l'inspection avait constaté l'absence d'un état des matières stockées sous un format synthétique permettant de fournir une information vulgarisée. En conséquence, l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 26/05/2023 mettant en demeure la société Go Nemo Rivesaltes de respecter les prescriptions applicables à ses installations prescrit: <i>La société Go Nemo Rivesaltes doit, sous un délai de 2 mois, s'assurer que l'état des matières stockées répond aux besoins d'information de la population avec un format synthétique permettant de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</i></p> <p>Le mémoire du 30/06/2023 établi en réponse à la mise en demeure, transmet un état des matières stockées synthétique et vulgarisé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 7 : Matières dangereuses et chimiquement incompatibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 8
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.a / 2.c Prévention des départs de feu ou des effets sur les tiers
<p>Prescription contrôlée : Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité. De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines.</p> <p>Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.</p>
<p>Constats : Lors du contrôle initial du 13/04/2023, l'inspection avait constaté qu'en l'absence d'un état des stockages conforme, la visite n'a pas permis vérifier les conditions de stockage des matières chimiquement incompatibles.</p>

<p>En conséquence, l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 26/05/2023 mettant en demeure la société Go Nemo Rivesaltes de respecter les prescriptions applicables à ses installations prescrit:</p> <p><i>La société Go Nemo Rivesaltes doit, sous un délai de 2 mois, justifier :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - que les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité. - que les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. - que les cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines. <p>Le mémoire du 30/06/2023 établi en réponse à la mise en demeure, transmet un état des matières stockées relevant la présence de rubriques 4XXXX en dessous des seuils de classement au sein des cellules de stockage. L'analyse établie par l'exploitant ne présente pas de conditions de stockage des matières chimiquement incompatibles.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 8 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.a Prévention des départs de feu
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m² ; 2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ; 3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum. <p>[En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ; 2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum.] Ces dispositions sont non applicables aux installations existantes av 2003 et aux installations nouvellement soumises à 1510. <p>La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.</p> <p>En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés,</p> <ul style="list-style-type: none"> - la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à : - 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ; - 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L. - la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses.

Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté.

Constats :

Lors du contrôle initial du 13/04/2023, l'inspection avait constaté :

- qu'en l'absence d'un plan des stockages, l'inspection n'a pas pu vérifier la disposition et les conditions de stockage.

- que la distance minimale de 1 mètre n'était pas respectée en tout point, par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.

En conséquence, l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 26/05/2023 mettant en demeure la société Go Nemo Rivesaltes de respecter les prescriptions applicables à ses installations prescrit:

La société Go Nemo Rivesaltes doit, sous un délai de 2 mois, transmettre un plan des stockages lié à l'état des stocks permettant de justifier :

- *qu'une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.*

- *que les matières stockées en vrac sont séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts.*

- *qu'une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.*

- *que les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :*

1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m² ;

2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;

3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.

- *que la hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.*

- *qu'en présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés, la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L et à 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L.*

Le mémoire du 30/06/2023 établi en réponse à la mise en demeure, transmet un plan justifiant de la conformité des stockages.

Par ailleurs, l'exploitant a présenté en séance le rapport Q1 de vérification du système sprinkleur de janvier 2024, justifiant de la distance minimale du stockage nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique.

Lors de la visite, l'inspection a vérifié par sondage la conformité de l'implantation des stockages et l'absence de liquides inflammables en hauteur.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 9 : Interdictions de stockage de certains liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9

Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.a Prévention des départs de feu

Prescription contrôlée :

Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L.

Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023.

<p>Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées.</p> <p>Ces interdictions ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m³ dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors du contrôle initial du 13/04/2023, l'inspection avait constaté qu'à défaut d'un état des stockages conforme, l'exploitant n'était en mesure de justifier l'absence de stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L.</p> <p>En conséquence, l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 26/05/2023 mettant en demeure la société Go Nemo Rivesaltes de respecter les prescriptions applicables à ses installations prescrit:</p> <p><i>La société Go Nemo Rivesaltes doit, sous un délai de 2 mois, justifier de l'interdiction de stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L, en l'absence de dispositifs adaptés.</i></p> <p>Le mémoire du 30/06/2023 établi en réponse à la mise en demeure, transmet un état des stockages justifiant l'absence de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224). D'après l'exploitant, aucun des locataires n'entrepose ce type de produits et le suivi mis en place permet de suivre cette prescription dans le temps.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 10 : Eclairage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 16</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.a Prévention des départs de feu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.</p> <p>Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs.</p> <p>Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.</p> <p>[Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule tous les éléments soient confinés dans l'appareil]. Applicable à tous et au 1/01/23 pour les nouvellement soumis.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors du contrôle initial du 13/04/2023, l'inspection avait constaté que les appareils d'éclairage fixes n'étaient pas suffisamment éloignés des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation.</p> <p>En conséquence, l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 26/05/2023 mettant en demeure la société Go Nemo Rivesaltes de respecter les prescriptions applicables à ses installations prescrit:</p> <p><i>La société Go Nemo Rivesaltes doit, sous un délai de 2 mois, justifier que les appareils d'éclairage fixes :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs ;</i> - <i>sont en toutes circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement et</i>

que les lampes à vapeur de sodium sont équipés de dispositifs de confinement dans l'appareil en cas d'éclatement de l'ampoule.

Le mémoire du 30/06/2023 établi en réponse à la mise en demeure, indique avoir réalisé un plan de stockage et procédé à un rappel des règles de stockage auprès des locataires (notamment vis-à-vis de la hauteur de stockage). D'après l'exploitant, une analyse des lampes a été menée afin de vérifier que toutes les ampoules disposaient d'une protection adéquate, sans pouvoir le justifier.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La société Go Nemo doit compléter les mesures correctives en transmettant les éléments justifiant que les appareils d'éclairage fixes :

- ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs ;
- sont en toutes circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement et que les lampes à vapeur de sodium sont équipés de dispositifs de confinement dans l'appareil en cas d'éclatement de l'ampoule.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de délais : 28 jours

Réponse de l'exploitant :

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.b La détection incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, [et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées]. Le compartimentage est applicable aux installations nouvelles et aux enregistrées après 2011.</p> <p>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage. Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2. de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors du contrôle initial du 13/04/2023, l'inspection avait constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'exploitant ne disposait pas des documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection ; - l'alarme n'était pas perceptible en tout point du bâtiment ; <p>et l'absence de justification de la transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant</p> <p>En conséquence, l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 26/05/2023 mettant en demeure la société Go Nemo Rivesaltes de respecter les prescriptions applicables à ses installations prescrit:</p> <p><i>La société Go Nemo Rivesaltes doit, sous un délai de 2 mois, transmettre les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection incendie (adéquation entre les détecteurs et les produits stockés), justifiant :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>d'une détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant, équipant les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages ;</i> - <i>de l'asservissement de la détection à une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site.</i> <p>Le mémoire du 30/06/2023 établi en réponse à la mise en demeure, indique qu'une étude complète du système SSI est en cours et rappelle que le site reste protégé par le système de sprinklage.</p> <p>A la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté en séance les rapports d'entretien de la SSI. Malgré les dépannages effectués en octobre et en décembre 2023, le fabricant Siemens signale que la centrale est défectueuse et ne peut garantir le bon fonctionnement.</p> <p>L'exploitant a dû procéder à la mise à l'arrêt total de la centrale en janvier 2024 et mandaté une étude de réparation ou de changement prévu sous un délai de 8 mois.</p> <p>Dans l'attente, l'exploitant a mis en place une mesure compensatoire avec un gardiennage 7 jours sur 7, en complément de la télésurveillance. L'exploitant a présenté une consigne temporaire d'évacuation du site, nécessitant l'emploi d'un mégaphone en cas de déclenchement du POI. Le déclenchement automatique du sprinklage qui demande la détection de température importante, ne permet pas l'alerte précoce des personnes présentes sur le site.</p> <p>L'inspection propose d'acter la mesure compensatoire dans l'attente d'une mise en conformité sous 6 mois.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La société Go Nemo doit compléter les mesures correctives en justifiant que le site dispose d'une détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant, pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection doit actionner une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de délais :** 6 mois**Réponse de l'exploitant :****N° 12 : Moyens de lutte contre l'incendie****Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13**Thème(s) :** Actions nationales 2023, 2.b Lutte contre un incendie**Prescription contrôlée :**

[...]

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.

Constats :

Lors du contrôle initial du 13/04/2023, l'inspection avait constaté que les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, ne pouvaient justifier avoir reçu une formation sur les risques des installations.

En conséquence, l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 26/05/2023 mettant en demeure la société Go Nemo Rivesaltes de respecter les prescriptions applicables à ses installations prescrit:

La société Go Nemo Rivesaltes doit, sous un délai de 2 mois, justifier que :

- les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention ;
- des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.

Le mémoire du 30/06/2023 établi en réponse à la mise en demeure, indique que les personnels sur site ont été sensibilisés aux risques de l'établissement lors de la constitution du POI. Le mémoire joint en annexes, les attestations de formation des intervenants de chaque locataire qui ont été formés aux risques et au maniement des moyens de secours.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 13 : Moyens de lutte contre l'incendie - dimensionnement moyens en eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13

Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.b Lutte contre un incendie

Prescription contrôlée :

Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m3/h durant 2 heures.

En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur à la parution dudit document, le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m3/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.

Le débit et la quantité d'eau nécessaires peuvent toutefois être inférieurs à ceux calculés par l'application du document technique D9 en tenant compte le cas échéant du plafonnement précité, sous réserve qu'une étude spécifique démontre leur caractère suffisant au regard des objectifs visés à l'article 1er.

La justification pourra prévoir un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, sous réserve de l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie. A cet effet, des aires de stationnement des engins d'incendie, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours, respectant les dispositions prévues au 3.3.2. de la présente annexe, sont disposées aux abords immédiats de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie.

En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.

Constats :

Lors du contrôle initial du 13/04/2023, l'inspection avait constaté que l'exploitant ne disposait ni de la note de dimensionnement de débit et de la quantité d'eau nécessaires pour la lutte contre un incendie, ni de la justification de la disponibilité effective des débits des poteaux incendie.

En conséquence, l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 26/05/2023 mettant en demeure la société Go Nemo Rivesaltes de respecter les prescriptions applicables à ses installations prescrit:

La société Go Nemo Rivesaltes doit, sous un délai de 2 mois, justifier :

- de la note initiale de dimensionnement de débit et de la quantité d'eau nécessaires pour la lutte contre un incendie ;

- que le réseau ainsi que si nécessaire la réserve d'eau de l'établissement sont capables de fournir le débit nécessaire à l'alimentation simultanée des robinets d'incendie armés (RIA) et à l'alimentation, à raison de 60 m³/heure chacun, des poteaux ou bouches d'incendie. La fourniture du débit suffisant est attestée par une mesure de débit simultanée des différents moyens mis en œuvre, avec un minimum de 3 poteaux. En cas d'insuffisance du réseau d'eau public l'établissement devra être doté d'une réserve d'eau est de moyen de pompage permettant d'alimenter les moyens de lutte contre un incendie (poteaux, RIA, ...) pendant 2 heures ;

- le cas échéant, que le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.

Le mémoire du 30/06/2023 établi en réponse à la mise en demeure, transmet :

- les calculs des besoins en eau (estimé à 270 m³/h) et du volume de rétention (estimé à 2380 m³), en application de la note D9 / D9a ;

- les mesures de débit des poteaux incendie (7 hydrants à 60 m³/h à 1 bar minimum) complété de la réserve incendie de 474 m³ avec 2 prises DN100 normalisés.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 14 : Plan de défense incendie (installations 1510 A en 2020)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23

Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.b Lutte contre un incendie

Prescription contrôlée :

Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.

L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.

Le plan de défense incendie comprend :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;
- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;
- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;
- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;
- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;
- les mesures particulières prévues au point 22.

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.

Constats :

Lors du contrôle initial du 13/04/2023, l'inspection avait constaté que l'absence de mise à jour du plan de défense incendie (PDI) qui est inclus dans le plan d'opération interne (POI).

En conséquence, l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 26/05/2023 mettant en demeure la société Go Nemo Rivesaltes de respecter les prescriptions applicables à ses installations prescrit:

La société Go Nemo Rivesaltes doit, sous un délai de 2 mois, transmettre la mise à jour du plan de défense incendie en justifiant que le document comprend les pièces définies à l'article 23 de l'arrêté ministériel du 11/04/2017.

Le mémoire du 30/06/2023 établi en réponse à la mise en demeure, indique que le PDI est en cours de mise à jour. Toutefois le document mis à jour n'a pas été présenté à l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La société Go Nemo Rivesaltes doit, sous un délai de 2 mois, justifier de la mise à jour du plan de défense incendie en comprenant les pièces définies à l'article 23 de l'arrêté ministériel du 11/04/2017.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de délais : 28 jours
Réponse de l'exploitant :

N° 15 : EDD intègre les produits de décomposition

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2.1
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.c Prévenir les inconvénients
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1.2.1. Informations minimales contenues dans les études de dangers</p> <p>Pour les installations soumises à autorisation, l'étude de dangers, ou sa mise à jour postérieure au 1er janvier 2023, mentionne les types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important, incluant le cas échéant les contributions imputables aux conditions et aux lieux de stockage (contenants et bâtiments, etc.).</p> <p>Ces produits de décomposition sont hiérarchisés en fonction des quantités susceptibles d'être libérées et de leur toxicité y compris environnementale. Des guides méthodologiques professionnels reconnus par le ministre chargé des installations classées peuvent préciser les conditions de mise en œuvre de cette obligation et, le cas échéant, de ses conséquences sur le plan d'opération interne.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors du contrôle initial du 13/04/2023, l'inspection avait constaté que l'exploitant ne disposait pas de l'EDD initiale.</p> <p>En conséquence, l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 26/05/2023 mettant en demeure la société Go Nemo Rivesaltes de respecter les prescriptions applicables à ses installations prescrit:</p> <p><i>La société Go Nemo Rivesaltes doit, sous un délai de 6 mois, justifier qu'elle dispose de l'étude de danger de l'entrepôt, le cas échéant mise à jour suite aux évolutions réglementaires, notamment les informations minimales contenues dans les études de dangers prévues par l'article 1.2.1 de l'arrêté ministériel du 11/04/2017.</i></p> <p>Le mémoire du 30/06/2023 établi en réponse à la mise en demeure, indique que l'exploitant a récupéré le dossier initial et l'étude de dangers du site. Le bureau d'étude Costratégic a mis à jour l'EDD en incluant une étude de flux thermique Flumilog.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 16 : Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.c Prévenir les effets thermiques sur les tiers
Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m2. Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.</p> <p>Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors du contrôle initial du 13/04/2023, l'inspection avait constaté que l'exploitant ne disposait pas d'une étude de flux thermiques à jour.</p> <p>En conséquence, l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 26/05/2023 mettant en demeure la société Go Nemo Rivesaltes de respecter les prescriptions applicables à ses installations prescrit:</p> <p><i>La société Go Nemo Rivesaltes doit, sous un délai de 2 mois, justifier que l'étude FLUMILOG initiale permet de déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m2. Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A).</i></p> <p>Le mémoire du 30/06/2023 établi en réponse à la mise en demeure, transmet une étude de flux thermique Flumilog établi par le bureau d'étude Costratégic. Le rapport conclu que tous les flux >8 kW/m² sont contenus à l'intérieur des limites de propriété du site et rappelle que le site dispose d'un dispositif de sprinklage (critère minorant non pris en compte dans l'étude).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 17 : Point de contrôle supplémentaire: étanchéité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 4.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.</p> <p>L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors du contrôle initial du 13/04/2023, l'inspection avait constaté que l'étanchéité des sols assurant la collecte des effluents était dégradée autour de certains regards ou avaloirs.</p> <p>En conséquence, l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 26/05/2023 mettant en demeure la société Go Nemo Rivesaltes de respecter les prescriptions applicables à ses installations prescrit:</p> <p><i>La société Go Nemo Rivesaltes doit, sous un délai de 2 mois, justifier de la réparation de l'étanchéité des sols assurant la collecte des effluents, notamment autour de certains regards (cellule) et avaloir (local de charge).</i></p>

Lors de la visite, l'inspection a constaté que le sol assurant la collecte des effluents est dégradée autour du regard avaloir du local de charge de la société Solipac.

La société Go Nemo doit compléter les mesures correctives en justifiant de l'étanchéité du regard avaloir du local de charge de la société Solipac.

Proposition de délais : 28 jours

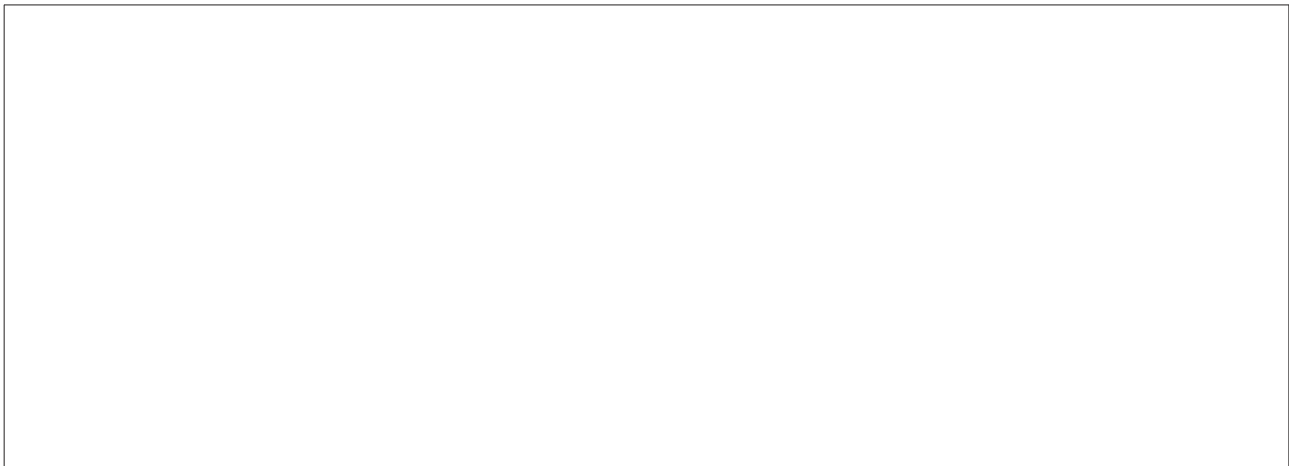
Réponse de l'exploitant :

[...] L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. [...]

<p>Constats :</p> <p>Lors du contrôle initial du 13/04/2023, l'inspection avait constaté que le volume d'une rétention de local de charge (réservoir enterré) n'était plus disponible.</p> <p>En conséquence, l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 26/05/2023 mettant en demeure la société Go Nemo Rivesaltes de respecter les prescriptions applicables à ses installations prescrit:</p> <p><i>La société Go Nemo Rivesaltes doit, sous un délai de 2 mois, justifier que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. La rétention indisponible du local de charge doit être pompée et curée.</i></p> <p>Le mémoire du 30/06/2023 établi en réponse à la mise en demeure, indique que le bac de rétention du local a été curé et transmet le procès verbal d'intervention du 27/06/2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 19 : Point de contrôle supplémentaire: accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 7.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, bâtiments et locaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] A l'intérieur des bâtiments, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors du contrôle initial du 13/04/2023, l'inspection avait constaté que toutes les portes de compartimentage des cellules n'étaient pas libres d'accès avec du stockage, parfois constant, devant les portes.</p> <p>En conséquence, l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 26/05/2023 mettant en demeure la société Go Nemo Rivesaltes de respecter les prescriptions applicables à ses installations prescrit:</p> <p><i>La société Go Nemo Rivesaltes doit, sous un délai de 2 mois, justifier que les allées de circulation à l'intérieur des bâtiments, sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre, notamment devant les portes de compartimentage des cellules et dans l'ensemble de la cellule n°5 divisée en deux par une clôture.</i></p> <p>Le mémoire du 30/06/2023 établi en réponse à la mise en demeure, indique qu'un rappel des règles a été fait auprès des locataires afin de maintenir les allées et les issues de secours dégagées. Si aucun justificatif n'a été transmis, l'inspection a vérifié par sondage le libre accès des issues de secours. Dans la cellule n°5 divisée en deux par une clôture, les deux portes de secours sont libres d'accès. Toutefois, ces portes sont maintenues fermée par un collier de serrage de type rilsan.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La société Go Nemo doit compléter les mesures correctives en justifiant l'accès ouvert des deux portes de clôture de la cellule n°5 divisée en deux.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de délais : 28 jours
Réponse de l'exploitant :



N° 20 : Point de contrôle supplémentaire: déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 5.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Séparation des déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques. [...]
Constats : Lors du contrôle initial du 13/04/2023, l'inspection avait constaté le manque ou l'absence de tri des déchets avec la présence de bennes "tout venant" collectant palettes bois, cartons, plastiques valorisables. En conséquence, l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 26/05/2023 mettant en demeure la société Go Nemo Rivesaltes de respecter les prescriptions applicables à ses installations prescrit: <i>La société Go Nemo Rivesaltes doit, sous un délai de 2 mois, justifier de la réalisation à l'intérieur de l'établissement, de la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques, notamment en organisant le tri 5 flux (papier/carton, métal, plastique, verre et bois).</i> Le mémoire du 30/06/2023 établi en réponse à la mise en demeure, indique qu'un rappel des règles a été fait auprès des locataires afin de réaliser le tri des déchets et transmet la consigne de gestion des déchets. Le document présente également les filières d'élimination des déchets par locataires. Lors de la visite, l'inspection a vérifié par sondage la séparation des déchets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure